



COMMUNIQUE DE PRESSE



Paris, le 28 mai

Journée mondiale de l'hygiène menstruelle : pour en finir avec le tabou des règles

Les femmes dépenseraient entre 8 000 et 23 000 euros pour leurs règles tout au long de leur vie, et près d'1,7 millions d'entre elles seraient en situation de précarité menstruelle en France. Travailleuses pauvres, sans abris ou étudiantes : nombreuses sont celles qui ne peuvent accéder aux protections menstruelles faute de moyens et sont donc contraintes d'utiliser des alternatives dangereuses pour leur santé.

Dans une tribune parue ce jour, la Secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, a annoncé l'expérimentation en septembre 2020 de la gratuité des protections hygiéniques dans plusieurs lieux collectifs – collèges, lycées et universités mais aussi dans certains lieux publics. C'est un premier pas essentiel et nous nous en réjouissons. Nous l'interpellons aujourd'hui pour l'interroger sur les détails de la mise en œuvre de l'expérimentation. Et nous voulons aller plus loin, parce que nous considérons qu'il est essentiel de lever les freins financiers à l'accès à l'hygiène menstruelle : nous souhaitons que soient étudiés la suppression de la taxe tampon ainsi que l'encadrement des prix des protections hygiéniques.

Les risques sanitaires ne se limitent d'ailleurs pas à l'accès aux protections mais aussi à leur utilisation. L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a révélé dans un rapport de 2018 la présence de dioxines, de phtalates ainsi que des traces de glyphosate dans les protections externes et internes. Les effets nocifs sur la santé de ces substances ne sont plus à démontrer et il est urgent d'encadrer la fabrication et la mise sur le marché de ces produits. Un dispositif législatif et réglementaire suffisamment précis et encadré existe déjà : celui des dispositifs médicaux à usage humain. Nous souhaitons que les produits de protection intime intègrent le champ d'application de cette réglementation.

Parce que c'est une question de santé publique et d'égalité, nous nous mobilisons pour en finir avec le tabou des règles.